

RCS : EVRY Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1981 B 00212 Numéro SIREN : 321 057 978 Nom ou dénomination : URBAINE DE TRAVAUX
--

Ce dépôt a été enregistré le 11/09/2020 sous le numéro de dépôt 10813

Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 11/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/10813

Déposant :

Nom/dénomination : URBAINE DE TRAVAUX

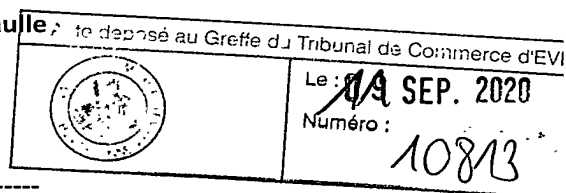
Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 321 057 978

N° gestion : 1981 B 00212



URBAINE DE TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 2 000 000 euros
Siège social : 2 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY CHATILLON
321 057 978 RCS EVRY



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 20 MARS 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2019

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'élevant à 2 871 374 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	2 871 374 euros
A titre de dividendes	2 300 000 euros
Soit 23 euros par action	
Le solde	571 374 euros
Est affecté en totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 1 148 804 euros.	

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seront de 4 512 025 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 6 avril 2020.

Ce dividende sera soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élèvera à 2 297 470 euros,
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 éligibles à l'abattement de 40 % s'élèvera à 2 530 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :



Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattements
30 septembre 2018	6 900 000 €	7 590 €	6 892 410 €
30 septembre 2017	5 800 000 €	6 380 €	5 793 620 €
30 septembre 2016	3 500 000 €	3 850 €	3 496 150 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 20 mars 2020

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Julien HAAS




Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Copie

Certifiée conforme

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12		
Adresse de l'entreprise 2 Avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON		Durée de l'exercice précédent* 12		
Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7		Néant ☐ *		
		Exercice N clos le, 30092019		
		N-1 30092018		
		Brut 1		
		Amortissements, provisions 2		
		Net 3		
		Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)		AA		
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC
		Frais de développement *	CX	CQ
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG
		Fonds commercial (1)	AH	AI
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO
		Constructions	AP	AQ
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU
		Immobilisations en cours	AV	AW
		Avances et acomptes	AX	AY
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
		Autres participations	CU	CV
		Créances rattachées à des participations	BB	BC
		Autres titres immobilisés	BD	BE
		Prêts	BF	BG
		Autres immobilisations financières*	BH	BI
TOTAL (II)		BJ	BK	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM
		En cours de production de biens	BN	BO
		En cours de production de services	BP	BQ
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS
		Marchandises	BT	BU
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY
		Autres créances (3)	BZ	CA
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE
		Disponibilités	CF	CG
	Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI
TOTAL (III)		CJ	CK	
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CW		
Primes de remboursement des obligations (V)		CM		
Ecart de conversion actif* (VI)		CN		
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA	
Renvois : (I) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :	(3) Part à plus d'un an CR	
			Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS URBAINE DE TRAVAUX</u>				Néant ☐ *		
				Exercice N	Exercice N - 1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 2 000 000)			DA	2 000 000	2 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <u>EK</u>)			DC		
	Réserve légale (3)			DD	200 000	200 000
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <u>B1</u>)			DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <u>EJ</u>)			DG	1 000 000	1 000 000
	Report à nouveau			DH	577 430	589 055
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	2 871 374	6 888 375
	Subventions d'investissement			DJ		
	Provisions réglementées *			DK	163 220	112 067
	TOTAL (I)			DL	6 812 025	10 789 497
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM		
	Avances conditionnées			DN		
	TOTAL (II)			DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP	8 508 700	6 872 635
	Provisions pour charges			DQ	2 215 154	2 270 473
	TOTAL (III)			DR	10 723 854	9 143 108
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <u>EI</u>)			DV		923 429
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	2 025 550	1 661 957
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	46 247 938	34 940 799
	Dettes fiscales et sociales			DY	21 415 253	19 629 821
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	158 070	
	Autres dettes			EA	6 343 391	7 288 046
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB	6 993 592	10 762 732
TOTAL (IV)			EC	83 183 797	75 206 786	
Ecart de conversion passif* (V)			ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	100 719 677	95 139 392	
RENVIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital			IB	
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
			Ecart de réévaluation libre	ID		
			Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *			EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	81 158 247
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

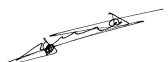
Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX								Néant ☐ *		
		Exercice N						Exercice (N - 1)		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total				
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC				
	Production vendue	biens * services *	FD	540	FE		FF	540		
			FG	166 626 566	FH		FI	166 626 566		
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	166 627 107	FK		FL	166 627 107	159 991 859		
	Production stockée*					FM	7 234 154	641 849		
	Production immobilisée*					FN				
	Subventions d'exploitation					FO				
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	7 725 135	7 817 762		
	Autres produits (1) (11)					FQ	212 322	178 861		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	181 798 719	168 630 331	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS				
	Variation de stock (marchandises)*					FT				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	20 419 764	17 694 365		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	118 059 963	107 227 472		
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	2 175 700	2 005 588		
	Salaires et traitements*					FY	22 457 910	21 198 328		
	Charges sociales (10)					FZ	8 551 445	7 734 157		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements*			GA	477 121	377 762		
			- dotations aux provisions*			GB				
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GC		121 724			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	1 736 142	1 579 832				
	Autres charges (12)			GE	235 267	285 790				
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	174 113 315	158 225 021	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)								GG	7 685 403	10 405 310
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)				GH	1 361 451	3 004 181		
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)				GI	786 829	39 881		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	564 405	368 384		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM				
	Différences positives de change					GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO				
Total des produits financiers (V)						GP	564 405	368 384		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	429			
	Différences négatives de change					GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT				
	Total des charges financières (VI)					GU	429			
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)								GV	563 975	368 384
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)								GW	8 824 001	13 737 994

(RENVIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



Désignation de l'entreprise SAS URBAINE DE TRAVAUX				Néant ☐ *				
				Exercice N		Exercice N - 1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	311 413	345 412		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	125			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	312 269	29 368		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	623 807	374 780		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	720 237	2 033 089		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	7 780	5 447		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG	1 932 422	270 999		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	2 660 440	2 309 536		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(2 036 632)	(1 934 756)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ	1 278 715	1 321 335		
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	2 637 279	3 593 528		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	184 348 383	172 377 678		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	181 477 008	165 489 303		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	2 871 374	6 888 375		
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO			
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY			
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG			
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP			
			- Crédit-bail immobilier		HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ	539 387	365 892	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK	2		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)			HX			
	(6ter)		Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC			
			Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD			
	(9)	Dont transferts de charges			A1	5 991 144	4 625 178	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	495	404	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9						
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :				Exercice N		
					Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N			
					Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



Annexe



SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2019 dont le total est de **€ 100.719.677,48** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 184.348.383,58** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 166.627.107,31** et un bénéfice de **€ 2.871.374,78** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **444**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.



METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2019 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.



NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ✎ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ✎ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2019, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.



Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Progiciels : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- * Constructions : Amortissement comptable et fiscal
 - Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
 - Fluides: 10 ans: Mode linéaire
 - Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
 - Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire
- * Matériel et outillage industriels :
 - amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
 - amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations

(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.



Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF. La société, associé unique, a souscrit au cours de l'exercice à l'augmentation de capital de 2.950 K€ par incorporation à due hauteur du compte courant.



Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis ou semi-finis au 30 septembre 2019.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 9.494.329 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont neutralisées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.



Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2019, à 22.594 €.

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 20.497.419 € et a généré des produits financiers à hauteur de 539.387 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2019, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 163.220 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.77 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 14-16)
- Taux de charges sociales : 45%



- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.567.012 €** au 30 septembre 2019.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **218.906 €** au 30 septembre 2019.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.135.565 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

Provision pour pertes à terminaison

Une perte à terminaison d'un montant de 1.851.000 € a été comptabilisée au 30 septembre 2019



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.725.136 € au 30 septembre 2019.

Le poste lié aux transferts de charges est de 5.991.144 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.363.023 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 2.606.424 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.



CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2018 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2019 est de 581.957 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.330 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	28.665 €
Cabinet GBA	28.665 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.



AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Galien
33029 BORDEAUX CEDEX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société FAYAT SAS :
137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés (présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 29.878 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.548 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 45.389 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.375 K€
- Divers 61 K€

Soit un montant total de 82.251 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 31.922 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

Une garantie à première demande a été consentie par Urbaine de Travaux à Natixis pour un montant maximum de 12.000 K€ en garantie du financement de l'achat de l'immeuble sis 64 rue Defrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 Defrance.



FAITS MARQUANTS :

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élément significatif n'est à signaler.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

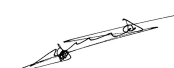
Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.



Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	431 447		13 521
Terrains	335 388		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 744 646		495 000
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 047 118		288 980
Installations générales, agenc., aménag.	454 660		1 955
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	504 022		92 247
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	18 901		560 178
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 720 832		1 438 360
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	132 891		2 950 572
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	460 354		25 894
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	593 245		2 976 466
TOTAL GENERAL	7 745 524		4 428 346

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		76 899	368 069	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			3 239 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.		599 957	1 736 141	
Installations générales, agencements divers		9 839	446 776	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		69 044	527 225	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	495 000		84 080	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	495 000	678 840	6 985 352	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 639	3 081 824	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		57 481	428 767	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		59 120	3 510 591	
TOTAL GENERAL	495 000	814 858	10 864 011	



Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	383 692	18 806	76 899	325 599
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 622 240	50 016		2 672 256
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 443 971	331 381	593 389	1 181 963
Installations générales, agenc. et aménag. divers	389 191	14 894	9 839	394 246
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	399 862	62 024	67 832	394 055
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 072 250	458 315	671 060	4 859 505
TOTAL GENERAL	5 455 942	477 121	747 958	5 185 105

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		69 059			24 141		44 918
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		12 363			6 128		6 235
Embal récup.							

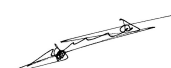
CORPOREL.	81 422	30 269	51 153
Acquis. titre			
TOTAL	81 422	30 269	51 153

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	112 067	81 422	30 269	163 220
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	112 067	81 422	30 269	163 220
Provisions pour litiges	2 457 451	561 180	621 496	2 397 135
Provisions pour garanties données aux clients	4 088 184	640 781	593 400	4 135 565
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 560 973	224 945		1 785 918
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 036 500	2 160 236	791 500	2 405 236
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	9 143 108	3 587 142	2 006 396	10 723 854
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	795 946		9 595	786 351
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	803 446		9 595	793 851
TOTAL GENERAL	10 058 621	3 668 564	2 046 261	11 680 925
Dotations et reprises d'exploitation		1 736 142	1 733 991	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		1 932 422	312 269	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	16 816	16 816	
Prêts	128 806	42 250	86 556
Autres immobilisations financières	299 961	299 961	
Clients douteux ou litigieux	933 612		933 612
Autres créances clients	52 296 999	52 296 999	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	33 460	33 460	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 783	3 783	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	6 675 178	6 675 178	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	22 662 197	22 662 197	
Débiteurs divers	1 966 421	1 966 421	
Charges constatées d'avance	128 271	128 271	
TOTAL GENERAL	85 145 503	84 125 335	1 020 168

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	46 247 939	46 247 939		
Personnel et comptes rattachés	3 547 982	3 547 982		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 179 441	3 179 441		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	14 316 800	14 316 800		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	371 031	371 031		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	158 070	158 070		
Groupe et associés				
Autres dettes	6 343 392	6 343 392		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 993 593	6 993 593		
TOTAL GENERAL	81 158 247	81 158 247		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



CHARGES A PAYER**30/09/2019**

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 203 940
Clients Avoirs à établir	720 103
Dettes fiscales et sociales	4 931 507
Autres dettes	319 475

TOTAL DES CHARGES A PAYER**12 175 025****PRODUITS A RECEVOIR****30/09/2019**

Clients Factures à établir	2 311 004
Avoirs à recevoir	14 695
Autres produits	89

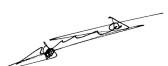
TOTAL**2 325 788****CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE****30/09/2019**

Charges constatées d'avance	128 271
Produits constatés d'avance	6 993 593



Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		10 789 498
Distributions sur résultats antérieurs		6 900 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 889 498

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	30 269	81 422
Autres variations		
Résultat de l'exercice		2 871 375
SOLDE		2 922 528

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		6 812 026



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2019

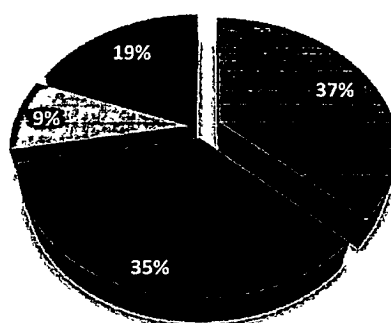
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 37%

Bâtiment : 63%

Et au sein de ces deux activités :

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLICS 2019 EN POURCENTAGE



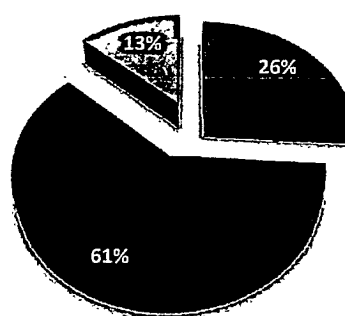
■ Génie Civil et Ouvrage d'Art

■ Assainissement - Tunnelier

■ Travaux Urbains et Voirie

■ Fluides et Canalisation

REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT 2019 EN POURCENTAGE



■ Equipements Scolaires, Sportifs et de loisirs

■ Logements

■ Equipements Tertiaires et Industriels



Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
-----------------------	---------	----------------------

Transfert de charges d'exploitation

5 991 144

Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers

TOTAL

5 991 144



Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

Charges Exceptionnelles de personnel	709 260	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	10 978	
Valeur nette comptable des éléments cédés	7 780	
Amortissements Dérogatoires	81 422	
Provision pour pertes à terminaison	1 851 000	

TOTAL	2 660 440
--------------	------------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

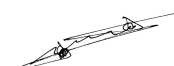
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	311 413	
Reprise / amortissements dérogatoires	30 269	
Reprise provisions exceptionnelles	282 000	
Produit de cession d'immobilisations	125	

TOTAL	623 807
--------------	----------------



Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 824 001	3 143 111	5 680 890
Résultat exceptionnel à court terme	-2 036 633	-58 757	-1 977 876
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 278 715	-447 075	-831 640
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	5 508 653	2 637 279	2 871 374



Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			2 871 375
Impôt sur les bénéfices			2 637 279
RESULTAT AVANT IMPOT			5 508 654
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	81 422	30 269	51 153
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	81 422	30 269	51 153
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			5 559 807



Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	54 407
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	54 407
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	69 500
Participation des salariés	426 238
Autres	178 373
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	1 139 336
TOTAL ALLEGEMENTS	1 813 447
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-1 759 040

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE



Effectif Moyen

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	111
ETAM	96
Ouvriers	232
Apprentis	5
TOTAL	444



Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
FAYAT IMMOBILIER IDF	3 022 654	100	3 022 654	1 860 000 12 000 000	601 869 -89 019
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PII		50	500		
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAU		50	500		
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			



Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	166 627 107	159 991 859	115 311 657	103 366 084	82 956 975
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	8 886 793	10 931 607	7 556 637	6 016 341	5 205 334
Impôts sur les bénéfices	2 637 279	3 593 528	1 728 603	1 551 524	1 619 714
Participation des salariés	1 278 715	1 321 335	728 351	649 172	773 316
Dot. Amortissements et provisions	2 099 425	-871 632	-393 863	-428 848	-294 542
Résultat net	2 871 375	6 888 375	5 493 546	4 244 494	3 106 846
Résultat distribué		6 900 000	5 800 000	3 500 000	3 000 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	49,71	60,17	51	38,16	28,12
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	28,71	68,88	54,94	42,44	31,07
Dividende attribué	0	69	58	35	30
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	444	417	386	389	411
Masse salariale	22 457 911	21 198 329	19 040 518	19 333 194	19 954 915
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	8 551 446	7 734 157	6 396 086	6 608 160	6 890 441



EXEMPLAIRE GREFFE

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2019

SAS URBAINE DE TRAVAUX

2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 30 septembre 2019

Aux associés de l'URBAINE DE TRAVAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Urbaine de Travaux relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme – Travaux en cours » en page 16 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement physique des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans les notes aux pages 14 et 15 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 5 mars 2020

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance

Représenté par :

Xavier LECARON

Dupouy

Représenté par :

Christophe COUFFITTE

Bilan - Actif

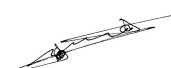
Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2019	30/09/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	360 569	325 599	34 970	40 255
Fonds commercial	7 500	7 500		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	335 388		335 388	335 388
Constructions	3 855 742	2 889 242	966 501	521 517
Installations techniques, matériel, outillage	1 736 141	1 181 963	554 178	603 147
Autres immobilisations corporelles	974 001	788 301	185 701	169 629
Immobilisations en cours	84 080		84 080	18 901
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 065 008		3 065 008	115 704
Créances rattachées à des participations	16 816		16 816	17 187
Autres titres immobilisés				
Prêts	128 806		128 806	175 145
Autres immobilisations financières	299 961		299 961	285 209
ACTIF IMMOBILISE	10 864 011	5 192 605	5 671 407	2 282 082
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	9 494 329		9 494 329	2 260 175
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	152 466		152 466	77 690
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	53 230 611	786 351	52 444 260	47 212 231
Autres créances	31 341 038		31 341 038	37 300 251
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 487 906		1 487 906	5 949 873
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	128 271		128 271	57 090
ACTIF CIRCULANT	95 834 621	786 351	95 048 271	92 857 310
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	106 698 633	5 978 955	100 719 677	95 139 392



Bilan - Passif

Rubriques	30/09/2019	30/09/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 2 000 000)	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	200 000	200 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 000 000	1 000 000
Report à nouveau	577 431	589 056
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 871 375	6 888 375
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	163 220	112 067
CAPITAUX PROPRES	6 812 026	10 789 498
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	8 508 700	6 872 635
Provisions pour charges	2 215 154	2 270 473
PROVISIONS	10 723 854	9 143 108
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		923 429
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 025 551	1 661 957
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 247 939	34 940 800
Dettes fiscales et sociales	21 415 253	19 629 822
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	158 070	
Autres dettes	6 343 392	7 288 046
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	6 993 593	10 762 733
DETTES	83 183 798	75 206 786
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	100 719 677	95 139 392

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	30/09/2019	30/09/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	541		541	152 397 425
Production vendue de services	166 626 567		166 626 567	7 594 434
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	166 627 107		166 627 107	159 991 859
Production stockée			7 234 154	641 849
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 725 136	7 817 762
Autres produits			212 323	178 862
PRODUITS D'EXPLOITATION			181 798 719	168 630 332
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			20 419 765	17 694 366
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			118 059 963	107 227 472
Impôts, taxes et versements assimilés			2 175 701	2 005 588
Salaires et traitements			22 457 911	21 198 329
Charges sociales			8 551 446	7 734 157
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			477 121	377 762
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				121 725
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				1 579 833
Dotations aux provisions			1 736 142	
Autres charges			235 267	285 790
CHARGES D'EXPLOITATION			174 113 315	158 225 022
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 685 404	10 405 310
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			1 361 452	3 004 181
Perte supportée ou bénéfice transféré			786 829	39 882
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			564 405	368 385
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			564 405	368 385
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			430	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			430	
RESULTAT FINANCIER			563 976	368 385
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			8 824 002	13 737 995

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

Rubriques	30/09/2019	30/09/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	311 413	345 412
Produits exceptionnels sur opérations en capital	125	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	312 269	29 368
PRODUITS EXCEPTIONNELS	623 807	374 780
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	720 238	2 033 090
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 780	5 447
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 932 422	271 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 660 440	2 309 537
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 036 633	-1 934 756
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 278 715	1 321 335
Impôts sur les bénéfices	2 637 279	3 593 528
TOTAL DES PRODUITS	184 348 384	172 377 679
TOTAL DES CHARGES	181 477 009	165 489 303
BENEFICE OU PERTE	2 871 375	6 888 375

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Annexe



SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

ANNEXE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2019 dont le total est de **€ 100.719.677,48** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 184.348.383,58** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 166.627.107,31** et un bénéfice de **€ 2.871.374,78** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **444**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.



METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2019 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.



NOTES SUR LE BILAN

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2019, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.



Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Progiciels : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- * Constructions : Amortissement comptable et fiscal
 - Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
 - Fluides: 10 ans: Mode linéaire
 - Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
 - Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire
- * Matériel et outillage industriels :
 - amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
 - amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

**Dépréciations des immobilisations
(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)**

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.



Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF. La société, associé unique, a souscrit au cours de l'exercice à l'augmentation de capital de 2.950 K€ par incorporation à due hauteur du compte courant.



Stocks et Encours

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis ou semi-finis au 30 septembre 2019.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 9.494.329 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont neutralisées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.



Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2019, à 22.594 €.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 20.497.419 € et a généré des produits financiers à hauteur de 539.387 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2019, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 163.220 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.77 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 14-16)
- Taux de charges sociales : 45%



- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.567.012 €** au 30 septembre 2019.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Provision pour médailles syndicales :

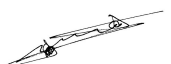
Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **218.906 €** au 30 septembre 2019.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.135.565 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

Provision pour pertes à terminaison

Une perte à terminaison d'un montant de 1.851.000 € a été comptabilisée au 30 septembre 2019



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.725.136 € au 30 septembre 2019.

Le poste lié aux transferts de charges est de 5.991.144 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.363.023 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 2.606.424 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.



Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2018 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2019 est de 581.957 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.330 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	28.665 €
Cabinet GBA	28.665 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.



AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Galien
33029 BORDEAUX CEDEX

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société FAYAT SAS :
137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés (présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 29.878 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.548 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 45.389 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.375 K€
- Divers 61 K€

Soit un montant total de 82.251 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 31.922 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

Une garantie à première demande a été consentie par Urbaine de Travaux à Natixis pour un montant maximum de 12.000 K€ en garantie du financement de l'achat de l'immeuble sis 64 rue Defrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 Defrance.



FAITS MARQUANTS :

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

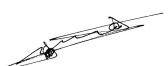
Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élément significatif n'est à signaler.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.



Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	431 447		13 521
Terrains	335 388		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	2 744 646		495 000
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 047 118		288 980
Installations générales, agenc., aménag.	454 660		1 955
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	504 022		92 247
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	18 901		560 178
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 720 832		1 438 360
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	132 891		2 950 572
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	460 354		25 894
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	593 245		2 976 466
TOTAL GENERAL	7 745 524		4 428 346

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		76 899	368 069	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			3 239 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.		599 957	1 736 141	
Installations générales, agencements divers		9 839	446 776	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		69 044	527 225	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	495 000		84 080	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	495 000	678 840	6 985 352	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 639	3 081 824	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		57 481	428 767	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		59 120	3 510 591	
TOTAL GENERAL	495 000	814 858	10 864 011	



Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	383 692	18 806	76 899	325 599
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 622 240	50 016		2 672 256
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 443 971	331 381	593 389	1 181 963
Installations générales, agenc. et aménag. divers	389 191	14 894	9 839	394 246
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	399 862	62 024	67 832	394 055
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 072 250	458 315	671 060	4 859 505
TOTAL GENERAL	5 455 942	477 121	747 958	5 185 105

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		69 059			24 141		44 918
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		12 363			6 128		6 235
Embal récup.							
CORPOREL.		81 422			30 269		51 153
Acquis. titre							
TOTAL		81 422			30 269		51 153

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	112 067	81 422	30 269	163 220
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	112 067	81 422	30 269	163 220
Provisions pour litiges	2 457 451	561 180	621 496	2 397 135
Provisions pour garanties données aux clients	4 088 184	640 781	593 400	4 135 565
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 560 973	224 945		1 785 918
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 036 500	2 160 236	791 500	2 405 236
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	9 143 108	3 587 142	2 006 396	10 723 854
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	795 946		9 595	786 351
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	803 446		9 595	793 851
TOTAL GENERAL	10 058 621	3 668 564	2 046 261	11 680 925
Dotations et reprises d'exploitation		1 736 142	1 733 991	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		1 932 422	312 269	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	16 816	16 816	
Prêts	128 806	42 250	86 556
Autres immobilisations financières	299 961	299 961	
Clients douteux ou litigieux	933 612		933 612
Autres créances clients	52 296 999	52 296 999	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	33 460	33 460	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 783	3 783	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	6 675 178	6 675 178	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	22 662 197	22 662 197	
Débiteurs divers	1 966 421	1 966 421	
Charges constatées d'avance	128 271	128 271	
TOTAL GENERAL	85 145 503	84 125 335	1 020 168

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	46 247 939	46 247 939		
Personnel et comptes rattachés	3 547 982	3 547 982		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 179 441	3 179 441		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	14 316 800	14 316 800		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	371 031	371 031		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	158 070	158 070		
Groupe et associés				
Autres dettes	6 343 392	6 343 392		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 993 593	6 993 593		
TOTAL GENERAL	81 158 247	81 158 247		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



CHARGES A PAYER 30/09/2019

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 203 940
Clients Avoirs à établir	720 103
Dettes fiscales et sociales	4 931 507
Autres dettes	319 475

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL DES CHARGES A PAYER 12 175 025**PRODUITS A RECEVOIR** 30/09/2019

Clients Factures à établir	2 311 004
Avoirs à recevoir	14 695
Autres produits	89

TOTAL 2 325 788**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE** 30/09/2019

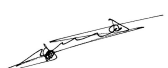
Charges constatées d'avance	128 271
Produits constatés d'avance	6 993 593



Composition du capital social

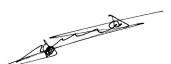
Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		10 789 498
Distributions sur résultats antérieurs		6 900 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 889 498
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	30 269	81 422
Autres variations		
Résultat de l'exercice		2 871 375
SOLDE		2 922 528
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		6 812 026



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2019

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se réparti de la façon suivante :

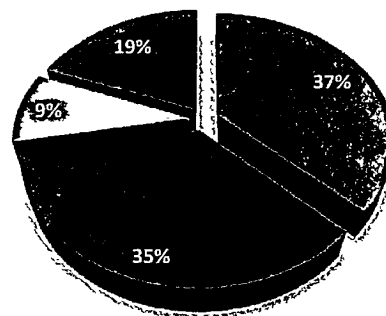
Travaux Publics : 37%

Bâtiment : 63%

Et au sein de ces deux activités :

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLICS 2019 EN POURCENTAGE



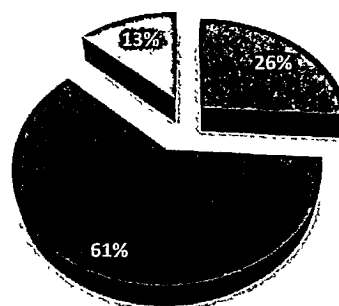
■ Génie Civil et Ouvrage d'Art

■ Assainissement - Tunnelier

Travaux Urbains et Voirie

■ Fluides et Canalisation

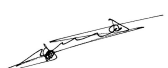
REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT 2019 EN POURCENTAGE



■ Equipements Scolaires, Sportifs et de loisirs

■ Logements

■ Equipements Tertiaires et Industriels



Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
-----------------------	---------	----------------------

Transfert de charges d'exploitation

5 991 144

Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL

5 991 144



Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles de personnel	709 260	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	10 978	
Valeur nette comptable des éléments cédés	7 780	
Amortissements Dérogatoires	81 422	
Provision pour pertes à terminaison	1 851 000	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL**2 660 440**

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	311 413	
Reprise / amortissements dérogatoires	30 269	
Reprise provisions exceptionnelles	282 000	
Produit de cession d'immobilisations	125	

TOTAL**623 807**

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 824 001	3 143 111	5 680 890
Résultat exceptionnel à court terme	-2 036 633	-58 757	-1 977 876
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 278 715	-447 075	-831 640
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	5 508 653	2 637 279	2 871 374

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			2 871 375
Impôt sur les bénéfices			2 637 279
RESULTAT AVANT IMPOT			5 508 654
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	81 422	30 269	51 153
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	81 422	30 269	51 153
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			5 559 807

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	54 407
<i>Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes</i>	
TOTAL ACCROISSEMENTS	54 407
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	69 500
Participation des salariés	426 238
Autres	178 373
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	1 139 336
TOTAL ALLEGEMENTS	1 813 447
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-1 759 040

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE



Effectif Moyen

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	111
ETAM	96
Ouvriers	232
Apprentis	5
Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	
TOTAL	444



Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
FAYAT IMMOBILIER IDF	3 022 654	100	3 022 654		1 860 000 12 000 000	601 869 -89 019
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PIERRE		50	500			
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAU		50	500			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	166 627 107	159 991 859	115 311 657	103 366 084	82 956 975
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	8 886 793	10 931 607	7 556 637	6 016 341	5 205 334
Impôts sur les bénéfices	2 637 279	3 593 528	1 728 603	1 551 524	1 619 714
Participation des salariés	1 278 715	1 321 335	728 351	649 172	773 316
Dot. Amortissements et provisions	2 099 425	-871 632	-393 863	-428 848	-294 542
Résultat net	2 871 375	6 888 375	5 493 546	4 244 494	3 106 846
Résultat distribué		6 900 000	5 800 000	3 500 000	3 000 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	49,71	60,17	51	38,16	28,12
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	28,71	68,88	54,94	42,44	31,07
Dividende attribué	0	69	58	35	30
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	444	417	386	389	411
Masse salariale	22 457 911	21 198 329	19 040 518	19 333 194	19 954 915
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	8 551 446	7 734 157	6 396 086	6 608 160	6 890 441

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

